



# PREFECTURE DES PYRENEES-ORIENTALES

Direction des Collectivités  
Locales  
et du Cadre de Vie

Perpignan, le **16 JUIN 2009**

Bureau du Cadre de Vie  
Section Protection de la  
Nature  
Dossier suivi par :  
Michèle BILLAULT  
Tél : 04.68.51.68.70  
Fax : 04.68.35.56.84  
Mél :  
michele.billault@pyrenees-  
orientales.pref.gouv.fr  
Réf : apmed sydetom

## ARRETE PREFECTORAL N° 2009-167-02

**Mettant en demeure la société SYDETOM 66 ARGELES DECHETS VERTS de respecter les prescriptions de l'arrêté du 7 janvier 2002 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2170 pour la plate-forme de compostage située au lieu dit « Pont du Tech » à Argeles sur mer**

**LE Préfet Des Pyrénées Orientales,  
Chevalier de la légion d'honneur,**

VU le Code de l'environnement ;

VU la partie réglementaire du Code de l'Environnement ;

VU l'arrêté du 7 janvier 2002 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2170 "engrais et supports de culture (fabrication des) à partir de matières organiques" et mettant en œuvre un procédé de transformation biologique aérobie (compostage) des matières organiques ;

VU le récépissé de déclaration n° 5314/2004 du 7 mai 2004 délivré à la société SYDETOM 66 ARGELES DECHETS VERTS, siègeant - Bât I n°9 - 3 Bd de Clairfont - BP 50029 - 66350 TOULOUGES, pour l'exploitation d'une plate-forme de compostage rangée sous les rubriques 2170, 2171 et 2260 et située sur la commune d'ARGELES SUR MER au lieu dit Pont du Tech ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées du 24 avril 2009 concernant les visites d'inspection des 11 et 16 mars 2009 ;

CONSIDERANT que les prescriptions générales applicables aux installations soumises à déclaration s'imposent de plein droit aux installations déclarées ;

CONSIDERANT qu'au cours des visites d'inspection réalisées les 11 et 16 mars 2009 il a été constaté que l'exploitant ne respecte pas l'ensemble des prescriptions de l'arrêté du 7 janvier 2002 susvisé ;

CONSIDERANT que lorsqu'un inspecteur des installations classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance du Sydetom 66 , le 28 mai 2009

Vu l'absence d'observation de l'exploitant ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1 - OBJET DE L'ARRETE**

La société SYDETOM 66 ARGELES DECHETS VERTS dont le siège social est situé - Bât I n°9 - 3 Bd de Clairfont – BP 50029 - 66350 TOULOUGES, pour la plate-forme de compostage qu'elle exploite au lieu dit « Pont du Tech » située à Argelès sur Mer, est mise en demeure de respecter l'ensemble des prescriptions de l'arrêté du 7 janvier 2002 susvisé relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2170 et notamment de :

→ *avant la fin du mois d'août 2009* :

- 1) Tenir à jour le dossier installation classé prévu 1.4 et notamment le plan à échelle 1/200<sup>e</sup> au minimum, réalisé sur fond cadastral et précisant l'ensemble des dispositions de l'installation ainsi que le tracé des égouts, canalisation, point de rejet....Ce plan doit préciser jusqu'à 35 mètres au moins, l'affectation des constructions et terrains avoisinants.
- 2) Rendre accessible les différentes zones de l'installation pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours, conformément à l'article 2.5 de l'arrêté du 7 janvier 2002 susvisé.
- 3) Stocker l'ensemble des produits sur les aires définies à l'article 1.8 de l'arrêté du 7 janvier 2002 susvisé, conformément à l'article 2.9 de l'arrêté du 7 janvier 2002 susvisé.
- 4) Justifier le dimensionnement des aires définies à l'article 1.8 en fonction du procédé, de la durée de fabrication du compost, des tonnages entrants et sortants conformément à l'article 2.11 de l'arrêté du 7 janvier 2002 susvisé.
- 5) Interdire l'entrée des matières qui n'ont pas d'information préalable datant de moins d'un an prévue à l'article 3.2.1 de l'arrêté du 7 janvier 2002 susvisé.
- 6) Faire apparaître tous les éléments relatifs aux mouvements de compost (référence de l'information préalable, caractérisation du compost, analyses de conformité, référence du lot, ensemble du marquage prévu par la norme) sur le bon d'accompagnement conformément à l'article 3.5 de l'arrêté du 7 janvier 2002 susvisé.
- 7) Mettre en place un cahier de contrôle et de suivi de procédé conformément à l'article 3.8 de l'arrêté du 7 janvier 2002 susvisé.
- 8) Respecter les dispositions prévues par la norme à savoir le marquage et l'analyse des lots de produits commercialisables conformément à l'article 3.9 et à la norme NF U 44-051.
- 9) Identifier la zone d'étalement des andains en cas d'incendie sur le site par l'exploitant conformément à l'article 4.2 de l'arrêté du 7 janvier 2002 susvisé.
- 10) Mettre en conformité la tête de forage (dispositif de mesure des quantités d'eaux prélevées dans le

milieu naturel, clapet anti-retour sur la pompe à eau, dalle en béton, capotage afin d'éviter toute pollution de la nappe phréatique conformément à l'article 5.1 de l'arrêté du 7 janvier 2002 susvisé.

- 11) Réaliser un contrôle qualité des eaux rejetées conformément à l'article 5.3.
- 12) Effectuer une mesure des concentrations des différents polluants visés à l'article 5.5 par un organisme agréé par le ministère de l'environnement conformément à l'article 5.9 de l'arrêté du 7 janvier 2002 susvisé.
- 13) Justifier que les refus de criblage utilisés aux abords du site sont conformes à une norme d'application obligatoire sinon évacuer ces refus de criblage conformément à l'article 7.1 de l'arrêté du 7 janvier 2002 susvisé.
- 14) Effectuer une mesure du bruit et de l'émergence par une personne ou un organisme qualifié conformément à l'article 8.4 de l'arrêté du 7 janvier 2002 susvisé.

→ *avant la fin de l'année 2009 :*

Prendre les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site conformément au dossier de déclaration et à l'article 2.2.

## **ARTICLE 2 – JUSTIFICATIFS DE CONFORMITE**

La société SYDETOM 66 ARGELES DECHETS VERTS doit fournir, *avant le fin du mois d'août 2009*, un mémoire relatif à la mise en place des actions correctives [excepté les dispositions relatives à l'intégration du paysage qui doivent être fournies avant la fin de l'année 2009]. Ce document comprendra notamment les justificatifs relatifs au respect des prescriptions de l'article 1 du présent arrêté.

## **ARTICLE 3 – SANCTIONS ADMINISTRATIVES ET PENALES**

Dans le cas où les prescriptions définies par le présent arrêté ne seraient pas respectées et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être fait application à l'encontre de la société SYDETOM 66 ARGELES DECHETS VERTS, des sanctions administratives prévues notamment à l'article L.514-1 du Code de l'Environnement.

## **ARTICLE 4 – CONTENTIEUX**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de MONTPELLIER, conformément aux dispositions de l'article L.514.6 du Code de l'Environnement :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où ledit acte lui a été notifié,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L 511-1, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage des dits actes.

## ARTICLE 5 - INFORMATIONS DES TIERS

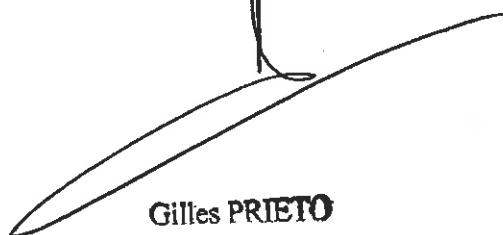
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département et notifié à la société SYDE TOM 66 ARGELES DECHIETS VERTS.

Une copie en sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;
- Monsieur le Maire de la commune de Argeles sur Mer;
- Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de la région Languedoc-Roussillon ;
- Madame la Directrice Régionale de l'Environnement
- Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales.

chargés, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le Préfet, et par délégation,  
Le Secrétaire Général



Gilles PRIETO